



La Commune



Expulsion des sans-papiers de la Bourse du Travail par la CGT-75 (suite) Barta réveille-toi, ils sont devenus fous (*)

ils sont devenus fous (*) | Chronique n°18 du 5 au 21 juillet 2009

supplément à

la Commune

journal en langue française de militants du NPA
membres du courant international Mouvement Socialiste des Travailleurs-
International-(IV^{ème} Internationale)

n°17 du 5 au 21 juillet 2009, pendant l'été, deux numéros par mois.

"La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu"
(Karl Marx)

SOMMAIRE:

France : Expulsion des sans-papiers de la Bourse du Travail par la CGT-75 (suite) Barta, réveille- toi, ils sont devenus fous

Nos liens :

Venezuela: www.aporrea.org
www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org

Annexes

Annexe 1 : PRISE DE POSITION DU SYNDICAT CGT DU CNFPT.

Annexe 2 : Extrait de Lutte Ouvrière n°2135 du 3 juillet 2009

Annexe 3 : PRISE DE POSITION DU SYNDICAT CGT CNAV Tours

Annexe 4 : PRISE DE POSITION DU SYNDICAT FRANÇAIS DES ARTISTES INTERPRÈTES (SFA) CGT

Annexe 5 : PRISE DE POSITION DE LA CGT EDUC'ACTION NORD

Annexe 6 : PRISE DE POSITION DE LA FSE (Fédération Syndicale Etudiante)

Annexe 7 : PRISE DE POSITION L.O (article complémentaire)

Annexe 8 : prise de position de Vincent Prémey

Annexe 9 : PRISE DE POSITION DU SYNDICAT CGT EURIWARE

Annexe 10 : PRISE DE POSITION DE LA FEDERATION SUD SANTE

Annexe 11 : PRISE DE POSITION de la Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du papier et de la Communication CGT FILPAC

Annexe 12 : PRISE DE POSITION DE LA SECTION SYNDICALE CGT/SNJ de la SNC l'Equipe

Annexe 13 : Communiqué du Groupe Socialiste Internationaliste, section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

Expulsion des sans-papiers de la Bourse du Travail par la CGT-75 (suite):

Barta réveille-toi, ils sont devenus fous (*)

(*) David Korner alias Barta, militant trotskyste roumain (1914-1976), fut le fondateur de l'Union communiste, en 1942. C'est de cette formation trotskyste qu'est issue Lutte ouvrière.



l'expulsion à coups de matraques et de gaz lacrymogène des sans-papiers de la Bourse du Travail par un commando de nervis staliniens sans foi ni loi constituée à n'en pas douter un tournant radical dans la situation politique, en particulier s'agissant des relations entre les appareils, singulièrement l'appareil dirigeant la confédération ouvrière historique, la CGT et les travailleurs qui en sont

membres et plus généralement la classe ouvrière de ce pays. La direction de la CGT 75, sans doute avec l'aval ou la totale complaisance de la direction de Montreuil (à quels niveaux, cela reste à vérifier) a osé s'attaquer physiquement à des salariés sans-papiers, c'est-à-dire à la partie la plus vulnérable de la classe ouvrière de ce pays.

" Allez- y, on regarde ailleurs "

Qu'ils aient hésité 14 mois et planifié l'agression en s'assurant au préalable de la neutralité des autres organisations syndicales qui siègent au conseil d'administration de la Bourse du Travail est la marque de la préméditation ignoble contre ces salariés sans défense. C'est aussi, accessoirement, le révélateur que la direction de la CGT s'est vu accorder le feu vert par toutes les autres organisations syndicales sous l'angle : " allez-y, on regarde ailleurs " (à l'exception notable de Sud Solidaires)

La nouveauté si l'on peut dire n'est pas que ce serait la première fois que les staliniens agressent physiquement des salariés et des militants ! Cela fait partie de l'histoire même de ce phénomène bureaucratique issu de la dégénérescence de la Révolution d'Octobre de 1917 et la constitution de ce cancer appelé bureaucratie stalinienne. Une histoire jalonnée d'assassinats, de violences, de procès en inquisition contre les classes ouvrières, les peuples et les militants qui refusent leur talon de fer. Rien de nouveau sous le soleil de ce point de vue. En revanche, cela faisait bien longtemps qu'ils n'avaient pas osé recommencer, en particulier depuis la chute du mur de Berlin et le desserrement de l'étreinte bureaucratique à l'échelle mondiale.

Il faut donc croire et en conclure que l'exacerbation de la lutte de classes, la crise du système capitaliste et ses manifestations en France : aspiration au " Tous ensemble " de la classe ouvrière, besoin du combat uni contre les licenciements et les contre-réformes de Sarkozy poussent les directions syndicales et au premier chef la CGT à redoubler d'efforts pour diviser afin d'aider Sarkozy dans son entreprise.

En clair et en résumé : Sarkozy somme les directions syndicales, à commencer par la direction confédérale CGT de faire la police dans le mouvement ouvrier, et qui plus est au propre comme au figuré comme en témoigne l'affaire de la Bourse du Travail. Sarkozy se plaît à dire qu'il a comme interlocuteur Thibault.

C'est parfaitement le cas. Il lui dit régulièrement en substance : fais ton boulot. Sur le droit de grève dans les transports, limité sans combat, sur la privatisation des services publics, accélérée et bientôt parachevée par le passage en S.A. de la Poste, sans livrer bataille, sur les plans de licenciements par milliers où, entreprise après entreprise, le MEDEF peut s'en prendre aux salariés isolés boîte après boîte, sur la loi Hôpital, sur les retraites à 67 ans qui s'élaborent dans le silence assourdissant des centrales syndicales...la liste est longue des renoncements et capitulations en rase campagne de la direction de la CGT. " Fais la police chez

toi, je me charge du reste " dit Sarkozy dans cette division du travail consciemment organisée. Et donc, fais la police contre les sans-papiers, qu'ils cessent une bonne fois pour toutes de s'illusionner et qu'ils comprennent enfin qu'il n'y a rien à attendre de la CGT.

Il y a donc un lien étroit, très étroit l'avons-nous déjà écrit entre cette agression physique de la Bourse du travail et l'orientation générale de la direction confédérale de la CGT dans le reste de la lutte de classes. L'opération du 24 juin à la Bourse a valeur à la fois d'exemple et de répétition générale. Les travailleurs des entreprises qui ferment à tour de bras, les fonctionnaires qui refusent la RGPP et le démantèlement de leurs statuts sont autant d'obstacles aux plans du capitalisme, autant de cibles par conséquent pour ceux qui ont à charge de faire passer, de gré ou de force ces plans. Exagération ? Elucubrations de gauchistes invétérés ? Que non.

l'histoire du mouvement ouvrier, y compris celle qui s'écrit sous nos yeux le prouve : plus les masses vont à gauche, plus les appareils bureaucratiques vont à droite, pour le compte de la défense de la propriété privée.

Et les 2000 régularisations grâce à la CGT ?

Et les 2000 sans-papiers régularisés grâce à la CGT, qu'en faites vous, hein ? Nous dirons qu'ils sont précisément la preuve de ce que nous avançons. En effet, (et sous réserve de vérification qui reste à faire qu'il s'agit bien de 2000 régularisations, chiffre avancé par la CGT), ces régularisations s'entendent ainsi : " acceptons ces 2000 pour plus qu'il y en ait d'autres " dans un deal gouvernement-CGT. Je, Sarkozy, je vous en régularise quelques centaines en tant que CGT, cela vous donne du jour au lendemain une autorité, une aura auprès des sans-papiers, auréole qui vous servira à nous aider à fermer le robinet du reste des régularisations de sans-papiers dont on évalue le nombre à plus de 300 000. 2000 contre 300 000 et faites donc la police après ça.

Très exactement dirons-nous dans le droit fil de la méthode bien connue appliquée par les directions CGT (et pas seulement, ne dédouanons-pas la CFDT, FO et consorts qui usent des mêmes subterfuges) aux entreprises qui licencient : acceptons un " bon " plan social de 800 licenciements pour plus qu'il y en ait d'autres... avant le plan social suivant. Dans combien d'entreprises les directions syndicales ont-elles utilisé cet " argument " ces 30 dernières années ? Le problème s'agissant des sans-papiers, c'est que ceux organisés en CSP 75 ont bousculé tout ce montage péniblement élaboré lorsqu'ils ont à leur tour demandé la régularisation, grâce précisément à l'appel d'air constitué par ces 2000 régularisations et qu'ils ont cru que la CGT les défendrait aussi puisqu'eux aussi sont des salariés et que le mot d'ordre de la CGT était alors, à juste titre : " ils vivent ici, ils travaillent ici, ils restent ici " (affiche officielle de la CGT)

Ils ont donc cru qu'ils seraient protégés par la CGT. Ils se sont réfugiés dans la Maison du Peuple que constitue historiquement la Bourse du Travail. Ca n'était pas prévu au programme et c'était hors du cadre des accords avec Sarkozy. Dehors, à coups de matraques.

Dans ce contexte, il y a un élément supplémentaire et non des moindres qui a permis aux staliniens de reprendre le chemin de la violence et des calomnies (le CSP 75 fait le jeu, sinon plus, de la Préfecture de police etc. Que n'a-t-on entendu depuis le 24 juin ! Il manque encore mais ça devrait venir : les maliens du CSP 75 sont des agents du Mikado et des hitléro-trotskystes à la solde de l'étranger...)

l'élément supplémentaire, c'est le silence passif et même complice de certaines organisations dites d'extrême-gauche. Certaines ont dénoncé, le moins qu'on pouvait en dire, les méthodes de la violence. Mais la quasi-totalité se sont aussitôt empressé après les trois premières lignes regrettant les violences d'indiquer qu'elles aussi étaient contre l'occupation depuis 14 mois de la Bourse du Travail et que le CSP 75 ne récoltait somme toute que ce qu'il avait semé ! Et, que maintenant, il fallait regarder de l'avant, ne pas ressasser à l'infini les violences et constituer un front large pour la régularisation en demandant aux sans papiers de siéger unitairement aux côtés de leurs agresseurs.

Des bulldozers de Vitry à la Bourse du travail...

Cette " union sacrée " derrière les staliniens, présentés pour la circonstance comme les grands défenseurs des sans-papiers (oubliés les bulldozers de Vitry, les manifestations sous les fenêtres des immigrés à Montigny-Lès-Cormeilles, les déclarations xénophobes antimusulmans de André Gérin, député PCF de Villeurbanne...) est aussi la marque de la situation et est un des éléments de soutien politique des appareils syndicaux bureaucratiques. On lira donc en annexe avec effarement l'article dans LO du 3 juillet dernier et la déclaration de LO du 6 juillet sous la plume de Louis Bastille qui sont deux documents de soutien sans fard de l'agression contre les sans-papiers et leurs familles. Oublié l'internationalisme, le combat antistalinien auquel LO a pourtant payé elle aussi son lourd tribut. LO se fait contre toute attente le supplétif politique et la caution " extrême-gauche " de la direction de la CGT. On croit cauchemarder. Les articles dans l'Huma sur cette question sont presque plus critiques que ceux de nos camarades de LO. Preuve s'il le fallait que l'appareil stalinien de ce pays est en train de se recomposer, se concentrer sur ses derniers bastions dans les appareils syndicaux, singulièrement la CGT, pendant que l'appareil proprement dit continue sa longue descente aux enfers, à laquelle la venue à la rescousse de Mélenchon n'y fera rien.

Petit florilège donc de la position de LO : " Depuis les grèves pour la régularisation des sans-papiers, certains militants se réclamant de l'extrême gauche critiquent vivement la politique de la CGT vis-à-vis de ceux-ci. Ils prétendent qu'elle ne défend que ses grévistes, qu'elle laisse tomber tous les autres sans-papiers et qu'elle est complice de la politique d'immigration " choisie " de Sarkozy en ne demandant la régularisation que des travailleurs utiles au patronat.

Dans la foulée, l'intervention de la CGT pour récupérer ses locaux, sans faire appel à la police, a déchaîné des réactions plus ou moins haineuses. Cela va de : " Au moment où l'expulseur de sans-papiers Brice Hortefeux arrive au ministère de l'Intérieur, cette décision de la CGT n'est pas acceptable " (NPA), sans expliquer ce qu'il aurait fallu faire. Jusqu'à dénoncer " la CGT, auxiliaire armé de Hortefeux, coupable de ratonnades et de discrimination raciale " (CNT-25). Les Verts se sont joints à ces protestations. Et la Coordination des sans-papiers à Paris (CSP-75) a malheureusement repris ces calomnies à son compte (...) " LO du 3 juillet 2009. (Le reste en intégralité en annexe) admirons le passage : " l'intervention de la CGT pour récupérer ses locaux, sans faire appel à la police (...) " lorsqu'on sait, les preuves ont été publiées que la police avait été prévenue par la CGT 75 et était en protection à l'extérieur !

Barta réveille-toi, ils sont devenus fous ! Il faut dire qu'on avait eu un avant-goût de ces positions lorsque les membres LO du CA du lycée d'Aubervilliers avaient exigé et obtenu l'exclusion de deux lycéennes porteuses du foulard et donc depositaires à ce titre, à 17 ans, de 2000 ans d'oppression de la femme !

La vérité est toujours révolutionnaire

Sur cette question comme sur le reste, nous restons en ce qui nous concerne accrochés à une certitude compatible ô combien avec les principes fondateurs du NPA et oubliée par certains membres de la commission immigration du NPA : la vérité est toujours révolutionnaire

Pour ces raisons, nous communiquons le texte ci-joint du camarade Georges Sarda, du NPA Paris 19e, dont nous partageons totalement l'appréciation :

"Deux textes qui éclairent d'une lumière aveuglante la situation politique aujourd'hui, commentaires de Georges Sarda, militant du comité Belleville-Lilas du NPA.

- [Syndicat CGT du CNFPT](#) (voir en annexe)
- [Extrait de Lutte Ouvrière n°2135 du 3 juillet 2009](#) (voir en annexe)

"Cette confrontation entre les deux textes n'a évidemment rien de fortuit. Comme lors des six journées d'action qui ont enterré au nom du " dialogue " avec Sarkozy, le magnifique mouvement de fond qui a dressé d'innombrables catégories sociales contre le gouvernement pendant quatre mois, on retrouve :

1°) les salariés et leurs luttes exemplaires impliquant syndiqués de tous syndicats et non syndiqués coude à coude, qui réclamaient la fin des journées d'action sans lendemain, pour mener la bataille jusqu'au bout et en finir avec le gouvernement et sa politique.

2°) les directions syndicales appelant à ces journées et les directions d'organisations allant du PS au NPA qui se réunissaient chaque semaine et pondaient des communiqués de soutien à ces journées.

D'un côté donc, ce texte du syndicat CGT du CNFPT qui réaffirme les principes historiques de la charte d'Amiens et un soutien sans faille aux sans-papiers et à leurs revendications, au nom de ces mêmes principes.
De l'autre, une organisation d'" extrême gauche "

1°) qui feint d'ignorer la différence entre les militants CGT et les bureaucrates qui les dirigent (avec un sens inné des responsabilités " l'intervention de la CGT pour récupérer ses locaux, SANS FAIRE APPEL A LA POLICE ". On croit rêver !!!!!!!

2°) qui stigmatise " certains militants de l'extrême gauche " qui insultent la CGT...

Je fais partie de ces militants qui vont soutenir nos camarades sur le trottoir de la bourse du travail et je partage les prises de position de tous ceux qui dénoncent le comportement ignoble de la direction de la CGT et de ses nervis !

Comme le dit la CGT de Saint-Gobain à Aubervilliers en réponse au " ce qu'il aurait fallu faire ? " question posée par LO :

" ne pas négocier avec Hortefeux les critères scandaleux d'une immigration adaptée aux besoins du capitalisme et élargir le mouvement à tous les sans-papiers ". Rappelons nous cette grève des sans-papiers aux États-Unis, tous ensemble, à l'appel de leurs organisations pour obtenir leur régularisation. Près de la moitié de l'économie du pays en a été paralysée.

Pendant les quatre mois de grèves de manifestations, un appel au combat décisif de tous aurait permis la jonction de tous les travailleurs avec ou sans-papiers pour en finir avec Sarkozy, son gouvernement et sa politique. C'était à portée de main, mais les directions étaient tournées vers le dialogue avec Sarkozy et ses ministres. Dès que Péresse ou Bachelot accordait une miette pour éviter de tout perdre, ces dirigeants applaudissaient, alors qu'étudiants, enseignants, chercheurs, hospitaliers... répétaient farouchement " retrait de la loi, il n'y a rien à négocier ! "

Après la fin de la grève, la FSU qui, dans l'enseignement supérieur, soutenait le mouvement du bout des lèvres, eu égard à la force de mobilisation, a abattu ses cartes en s'empressant, au comité paritaire national de l'enseignement secondaire, de s'abstenir sur la " masterisation " dont tous les grévistes demandaient le retrait. Grâce à elle la dite masterisation a été votée contre la volonté de tous.

L.O. peut être tranquille ; effectivement, il n'y avait pas besoin de la police, puisque le S.O. de la CGT fait le sale boulot. C'est pourquoi les camarades de Saint-Gobain ont raison de dire à propos de cette " ratonnade " : " nous imaginons désormais sans mal que la même chose se produirait si d'autres camarades en lutte (les goodyear, peut-être ?) se mobilisaient d'une manière qui déplaît à nos dirigeants... " Ils ont encore raison d'appeler " à se prononcer explicitement et publiquement " et à " prendre position " pour savoir " qui défend l'orientation confédérale actuelle, et qui s'y oppose. "

Cette période de crise et de bouillonnement voit se dresser très clairement la barrière qui sépare de plus en plus nettement, d'un côté ceux qui soutiennent le gouvernement, sa politique et le système, explicitement ou implicitement ; de l'autre les innombrables (comme disait un Manifeste de l'Appel des Appels) qui veulent que la vérité soit dite, que cesse l'hypocrisie !!!

Les journées d'action et les nervis qui ont attaqué des sans-papiers oeuvrent aujourd'hui explicitement à la préservation du gouvernement, du capitalisme. D'innombrables travailleurs le comprennent de plus en plus clairement, c'est là l'élément nouveau et fondamental. Ces prises de position de syndicats CGT sont à cet égard, sans ambiguïté ! Ces militants entendent tout simplement mettre les syndicats au service des travailleurs.

Et tous ceux qui, comme dans le communiqué du NPA, condamnent l'action mais la justifient de fait, en expliquant que les sans-papiers n'avaient rien à faire là-bas, feraient bien de se méfier de la tempête qui se lève dans leurs propres organisations.

En effet, au 10e jour de l'occupation du trottoir de la bourse, pas un seul dirigeant ou porte-parole des organisations se réclamant des travailleurs ou de la défense des libertés n'est venu apporter son soutien aux sans-papiers.

Gageons qu'ils sont trop occupés par les prochaines élections ou trop soucieux de ne pas fâcher Thibault et ses sbires à cinq mois du congrès confédéral.

Honte à tous !!!!!

Je joins ce court texte que j'avais envoyé à nombre de camarades et qui exprime très exactement ce que nous ressentons lorsque nous sommes Boulevard du temple.

Je suis passé hier après midi, mais à ce moment-là il y avait bien peu de monde hors les sans papiers. La veille j'ai assisté à une interview de Sissoko sur le trottoir par deux gars qui le filmaient aussi, pour un site. C'est vraiment quelqu'un! Une dignité, une intelligence, une sensibilité et une fermeté sans faille, à l'image de tous ces hommes et femmes qui l'entourent et qui envoient aux chiottes toutes les bonnes âmes (NPA compris) qui comme de bons bwanas paternalistes traitent ces combattants exemplaires comme des irresponsables, inconscients ou provocateurs, les bons étant ceux qui obéissent à Thibaud!

Notre position officielle est A GERBER !!! Je vais d'ailleurs écrire à ce propos car si nous continuons ainsi, ce sera l'explosion du NPA en plein vol à court terme.

Pour nos bonnes âmes, voici un texte qui émane de "la base" pour se rappeler au bon souvenir de Thibaud entre deux entrevues dans les cabinets ministériels climatisés pendant que nos camarades croupissent sur le trottoir de la bourse du travail" (1)

(1) les signatures de ceux & celles qui souhaitent y apporter leur soutien sont à m'adresser sur le mail suivant: jzl2805@yahoo.fr

Comité éditorial de la Chronique hebdo :

Pedro Carrasquedo, NPA Mauléon-Soule (Pays Basque)

Jean-Paul Cros, NPA Montpellier La Paillade (34)

Danièle NPA Tarn (81)

Alain NPA Angers

Wladimir, Pierre-Yves, Robert, Dimitri, Isabelle, NPA Paris-centre

Eric, NPA Renault-Flins (78)

Jérôme, NPA Dijon

Daniel Petri, sympathisant NPA Alfortville (94)...

Annexes

Annexe n°1

PRISE DE POSITION DU SYNDICAT CGT DU CNFPT.

La Garde, le 29 juin 2009

Au secrétaire général de l'UD 75, Aux administrateurs CGT de la Bourse du Travail,

Chers camarades,

Nous avons appris par les médias que les " sans-papiers " qui occupaient depuis plusieurs mois des locaux de la Bourse du Travail ont été évacués dans la nuit du 24 au 25 juin. Ces mêmes médias imputent la responsabilité de cette évacuation " au service d'ordre de la CGT ".
(Libération du 25 juin 2009).

Le secrétaire général de l'UD de Paris a déclaré dans la presse : " Après avoir essayé en vain de négocier pendant des mois, nous avons décidé de mettre un terme à une occupation qui était devenue un squat " (Libération, ibidem)

Une telle information a créé un vif émoi parmi les membres de notre syndicat. D'autant que plusieurs membres de notre syndicat sont ou ont été engagés dans des actions de soutien aux travailleurs sans-papiers. Nous avons lu attention la déclaration de l'UD CGT de Paris concernant cette expulsion.

C'est l'incompréhension et la colère qui dominent : comment des syndicalistes de la CGT peuvent-ils agir ainsi ? Nous nous devons, même si la situation est complexe avec la coordination nationale des sans papiers, même si cette occupation entrave le fonctionnement de la bourse du travail, de protéger ces femmes, ces hommes et ces enfants victimes d'atrocités ou de misères dans leurs pays ! Nous nous devons de les accueillir, de les soutenir et surtout de les défendre. La CGT est là pour protéger les sans-papiers ! La CGT est là pour combattre sans faille la politique xénophobe de Sarkozy, de son ministre Hortefeux et des gouvernements précédents qui ont mené des politiques anti-immigré. L'action du service d'ordre de la CGT est contraire à nos principes de solidarité et de fraternité ! Nous souhaitons que ce débat ait lieu dans les instances de la CGT et qu'une position ferme soit prise pour que de tels comportements ne se reproduisent plus jamais.

Pour sa part, le syndicat CGT du CNFPT, fidèle à l'internationalisme du mouvement ouvrier, soutient la revendication des travailleurs sans-papiers de leur régularisation sans condition. Il demande l'abrogation des lois anti-immigrés prise au cours de ces dernières années.

Confiant dans l'esprit internationaliste qui anime la CGT depuis sa création, recevez chers camarades, nos sentiments fraternels.

Le Secrétaire général

Copie : Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

Baptiste Talbot, secrétaire général de la fédération CGT des services publics

Annexe n°2

• Extrait de Lutte Ouvrière n°2135 du 3 juillet 2009

Lutte Ouvrière n°2135 du 3 juillet 2009

Certains oublient que les adversaires sont Besson et Sarkozy

Depuis les grèves pour la régularisation des sans-papiers, certains militants se réclamant de l'extrême gauche critiquent vivement la politique de la CGT vis-à-vis de ceux-ci. Ils prétendent qu'elle ne défend que ses grévistes, qu'elle laisse tomber tous les autres sans-papiers et qu'elle est complice de la politique d'immigration " choisie " de Sarkozy en ne demandant la régularisation que des travailleurs utiles au patronat.

Dans la foulée, l'intervention de la CGT pour récupérer ses locaux, sans faire appel à la police, a déclenché des réactions plus ou moins haineuses. Cela va de : " Au moment où l'expulseur de sans-papiers Brice Hortefeux arrive au ministère de l'Intérieur, cette décision de la CGT n'est pas acceptable " (NPA), sans expliquer ce qu'il aurait fallu faire. Jusqu'à dénoncer " la CGT, auxiliaire armé de Hortefeux, coupable de ratonnades et de discrimination raciale " (CNT-25). Les Verts se sont joints à ces protestations. Et la Coordination des sans-papiers à Paris (CSP-75) a malheureusement repris ces calomnies à son compte.

Ces insultes sont inacceptables alors que des centaines de militants de la CGT ont souvent été en première ligne pour défendre le droit des travailleurs immigrés avec ou sans papiers, et que leur confédération, il faut le reconnaître, a assumé la responsabilité de grèves pour leur régularisation.

Du côté de la presse, certains journaux n'ont pas été en reste. On a ainsi vu Le Figaro s'indigner de l'évacuation sans ménagement des sans-papiers de la Bourse du Travail par la CGT, un journal qui d'habitude n'écrit bien entendu pas une ligne pour s'indigner des dizaines de milliers d'expulsions de sans-papiers hors de France, effectuées manu militari par ses amis du gouvernement !

Annexe n° 3

PRISE DE POSITION DU SYNDICAT CGT CNAV TOURS

Contact 87348

cgtcnav37@free.fr

www.cgt-cnav-37.com

A propos de l'expulsion de sans-papiers par le service d'ordre de l'Union Départementale CGT Paris

Le syndicat CGT de la CNAV Tours condamne fermement l'intervention du service d'ordre de l'Union Départementale CGT de Paris contre des sans papiers

Quels qu'en soient les motifs, rien ne peut justifier la violence contre des femmes, des enfants, des hommes qui vivent déjà dans

la précarité et pour qui l'avenir est borné par le prochain contrôle d'identité avant la reconduite dans un pays qu'ils ont quitté pour fuir la terreur, la faim, la mort !

Notre syndicat se désolidarise totalement de telles méthodes qui n'ont rien à voir avec une action syndicale progressiste et solidaire.

La vraie CGT, c'est celle qui l'an dernier s'est battue aux côtés des travailleurs sans-papiers pour obtenir leur régularisation. Avec celle là, oui, nous sommes fiers de nous retrouver dans la même organisation

La CGT CNAV37 réaffirme sa totale solidarité avec les sans papiers

Annexe n°4

PRISE DE POSITION DU SYNDICAT FRANÇAIS DES ARTISTES INTERPRETES (SFA) CGT

Communiqué du SFA

Au sujet des événements à la Bourse de Travail de Paris le 24 juin

Le Syndicat Français des Artistes-interprètes (CGT) dénonce fermement l'expulsion de l'annexe de la Bourse du Travail de Paris des travailleurs sans papiers et leurs familles effectuée mercredi 24 juin par des militants CGT agissant au nom du Bureau de l'Union Départementale. Les militants du SFA et leurs collègues artistes-interprètes, dont bon nombre sont engagés dans le mouvement de soutien aux sans papiers, souvent en coopération entière avec les structures de la CGT, ont été très choqués. Le SFA ne méconnaît pas les problèmes posés au bon fonctionnement des syndicats par l'occupation entamée il y a plus d'un an par le collectif CSP75, qui a assurément choisi la mauvaise cible, et a pris bonne note de toutes les tentatives de solution proposées, notamment par les organisations de la CGT. Mais la mauvaise décision prise pour résoudre une vraie difficulté n'est pas conforme à notre vision d'un syndicalisme de lutte et de proposition, progressiste et solidaire. Cette initiative et la méthode mise en oeuvre sont indignes des fondements de la CGT.

Reste que les vrais responsabilités pour la situation initiale, de sa continuation et de sa dégradation se situent au niveau des pouvoirs publics, qui refusent la régularisation de ces travailleurs. Il faut maintenant tout faire, dans l'unité de toutes les organisations, syndicales et associatives, et de tous les citoyens, pour que toutes ces régularisations soient accordées. Et en attendant, la Préfecture de Police et la Mairie de Paris doivent travailler ensemble pour apporter une aide d'urgence à ces travailleurs fragilisés et à leurs familles.

Le Syndicat Français des Artistes-interprètes (SFA-CGT) représente tous les artistes-interprètes à l'exception des artistes musiciens. Il puise ces racines dans le syndicat de chansonniers fondé par Broca il y a plus d'un siècle. Il est membre fondateur de la Fédération International des Acteurs.
Paris, le 30 juin 2009

Olivier CLEMENT

Délégué national

Syndicat Français des Artistes Interprètes (SFA)

01 rue Janssen - 75019 PARIS

ligne directe : 01 53 25 09 05

fax : 01 53 25 09 01

courriel : o.clement@sfa-cgt.fr / delegation@sfa-cgt.fr

Annexe n°5

PRISE DE POSITION DE LA CGT EDUC'ACTION NORD

Communiqué :

La CGT Educ'Action Nord condamne l'expulsion des sans papiers de la Bourse de Travail de Paris organisée ce mercredi 24 juin par l'UD CGT 75.

En aucun cas des structures de notre CGT ne doivent avoir recours à des pratiques " policières " à l'encontre de travailleurs, notamment lorsque ceux-ci sont précaires parmi les précaires, c'est-à-dire sans papiers et a fortiori lorsqu'il s'agit de femmes et d'enfants.

Cette action commando risque de coûter cher à toute la CGT et donc à l'ensemble des travailleurs.

l'une des revendications portées par le 48ème Congrès confédéral est parfaitement claire et progressiste : la régularisation de tous les sans papiers, sans exclusive, qu'il s'agisse de femmes, d'hommes, d'enfants, de salariés organisés ou isolés ou privés

d'emploi.

Les sans papiers expulsés de la Bourse du Travail étaient tous des travailleurs isolés, placés de fait dans l'incapacité de créer dans leurs entreprises un rapport de force par la grève ; ils avaient donc d'autant plus besoin du soutien de la CGT pour obtenir une régularisation sur les mêmes bases que leurs camarades régularisés depuis le début du mouvement. Or ils ont eu le sentiment d'avoir été laissés de côté, ce qui les a conduits à s'installer à la Bourse du Travail.

Il s'agit maintenant de trouver les voies et moyens de sortir par le haut de cette situation, et en premier lieu parce qu'en ce moment des femmes et des enfants, notamment, sont à la rue. La CGT doit contribuer à réinstaller la visibilité collective des expulsés afin qu'ils poursuivent leur lutte pour la dignité par la régularisation.

C'est une urgence à la fois pour créer les conditions de cette régularisation de tous les sans papiers mais également pour permettre de réunir l'ensemble des travailleurs (avec ou sans papiers, isolés ou non) dans la lutte commune qu'ils ont à mener contre les exploités et les diviseurs du MEDEF et de l'UMP.

La Commission Exécutive, le 26 juin 2009

Annexe n°6

PRISE DE POSITION DE LA FSE (Fédération Syndicale Etudiante)

Communiqué de la FSE (Fédération Syndicale Etudiante)

La CGT au service de l'immigration choisie : solidarité avec nos camarades sans-papiers!

Mercredi 24 juin vers midi, un commando de gros bras (cagoulés et armés de matraques et de bombes lacrymogènes) de l'Union départementale CGT de Paris, a violemment expulsé les travailleurs-ses sanspapiers et leurs familles qui occupaient depuis 13 mois l'annexe de la Bourse du travail de Paris, rue Charlot.

Ces pratiques ne sont pas nouvelles : déjà le SO de la CGT s'en était pris aux travailleuses sanspapiers qui prenaient part à la manifestation du 22 mai 2008 contre la réforme des retraites. Ces actes sont révoltants et intolérables.

Est-ce étonnant ? Non, car la direction de la CGT est hostile au mouvement des travailleuses sans papiers.

Elle s'est ralliée au concept d'immigration choisie voulue par le gouvernement français, et négocie avec lui son application. Bernard Thibault et ses complices ont choisi leur camp, et ce n'est pas le nôtre, c'est celui de l'impérialisme qui tri les travailleuses selon ses besoins.

Aujourd'hui, un peu partout en France des militants-es cégétistes de base se battent courageusement aux côtés des travailleurs et travailleuses sanspapiers, mais ils ne sont pas soutenus par leur confédération.

La FSE se bat dans les faits pour la régularisation des étudiantes sanspapiers et la liberté d'inscription pour les étrangères.

C'est donc sans hésiter que nous nous plaçons aux côtés des travailleurs-ses sanspapiers pour leur régularisation à tous et toutes, et que nous exigeons la libre circulation des travailleurs-ses.

Travailleurs-ses avec ou sans papiers: même classe, même combat !

Pour la FSE, le porte parole national,

28 juin 2009.

Annexe n°7

PRISE DE POSITION L.O(artcle complémentaire)

Après l'évacuation de la Bourse du Travail de Paris :

les sans-papiers doivent être régularisés !

Mercredi 24 juin, après de multiples tentatives de conciliation pour faire libérer pacifiquement les locaux syndicaux, des militants CGT ont évacué de force les travailleurs sans papiers qui occupaient depuis 14 mois l'annexe de la Bourse du Travail de Paris, rue Charlot. Cette occupation durait depuis le 2 mai 2008, à l'initiative de la Coordination des sans-papiers de Paris (CSP-75).

Paradoxalement, cette occupation hostile aux syndicats a débuté en même temps que le mouvement de grève de centaines de travailleurs dans des dizaines d'entreprises d'Ile-de-France pour réclamer leur régularisation, grèves organisées avec des militants, principalement de la CGT. Ce mouvement a imposé au gouvernement la régularisation, même si pour certains c'est à titre provisoire, de 2 000 salariés et constitue un précédent qui se renouvellera certainement.

De son côté, en avril 2008, le CSP-75 avait collecté plus de 1 200 dossiers de salariés demandeurs de régularisation. Certains de ces travailleurs se sont engagés dans les grèves avec les syndicats, mais beaucoup d'autres, étant isolés dans leur entreprise ou

sans justificatifs de leur travail, n'ont pas pu s'y joindre. À de nombreuses reprises, la CSP-75, appuyée par des syndicats, a tenté de déposer collectivement leurs dossiers. Mais systématiquement, la préfecture refusait de les examiner, disant : " Voyez avec la CGT, c'est elle qui négocie avec le ministère de l'Immigration. "

Croyant ainsi faire pression pour faire accepter leurs dossiers, des responsables de la CSP-75 ont décidé d'occuper de force les bureaux et les salles de la Bourse du Travail, malgré la désapprobation de tous les syndicats et de presque toutes les associations de défense des sans-papiers. L'occupation de locaux patronaux aurait été plus judicieuse, des militants CGT avaient même proposé de s'y associer, en vain.

La Bourse du Travail occupée est rapidement devenue un point de passage ou de séjour pour des centaines de sans-papiers africains. Hortefeux et son successeur Eric Besson ont volontairement laissé pourrir la situation. Ils n'ont régularisé, en 14 mois, que 126 travailleurs sur les 1 200 demandes. Ils n'étaient évidemment pas du tout mécontents de contribuer à détériorer les relations entre les syndicats et des sans-papiers.

L'occupation de la Bourse du Travail, qui empêchait l'utilisation normale de ses salles de réunion, était une impasse allant à l'encontre de l'intérêt et de la lutte des sans-papiers et a considérablement affaibli l'engagement des soutiens sur Paris. Reste que, huit jours après l'évacuation, environ deux cents sans-papiers continuent à rester, nuit et jour, sur le trottoir du boulevard du Temple devant la Bourse du Travail, avec des matelas et des couvertures.

Besson et le gouvernement ne peuvent plus se défaire de leurs responsabilités. Plusieurs rencontres viennent d'avoir lieu à la préfecture avec le CSP-75. Ces travailleurs doivent être régularisés, de toute urgence !

Louis BASTILLE

Annexe n°8

A propos de l'évacuation de la Bourse du travail de Paris, prise de position de Vincent Prémey dans Militant-Lettre de Liaison, N° 68 28 juin 2009

Au moment où il faudrait, comme en Guadeloupe, refuser le "dialogue social" avec Sarkozy et mobiliser en vue de regrouper tous les travailleurs de toutes les entreprises victimes de "plans de sauvegarde de l'emploi" (ce qui veut dire licenciements), au moment où il aurait fallu se porter devant chez Total pour défendre les ouvriers de Lindsey qui se sont exemplairement défendus tous seuls avec l'aide de leur classe, quelle est l'initiative forte du syndicalisme confédéré français, de sa première et plus importante organisation, la CGT, en cette fin juin 2009, qui restera dans les annales ?

Il est à craindre que ce soit ceci : une bande de gros bras, armoires à glace, nervis, miliciens, selon les termes des témoins dans un récit général de violence et de mépris qu'y compris l'article de Marie Barbier paru dans l'Humanité confirme sur le fond, a délogé les sans-papiers de la Coordination 75 (CSP 75) qui occupaient par roulement la Bourse du travail de Paris depuis 14 mois. Cette initiative a été prise et est revendiquée par la CE de l'Union Départementale CGT de Paris.

Il convient de rappeler les faits élémentaires pour tout militant attaché à la CGT, ce qui est notre cas. S'il s'était agi d'une bande de provocateurs, ils ne seraient pas restés plus d'un an dans les halls du local syndical, présentant d'ailleurs cette installation, depuis avril dernier, non comme une "occupation", mais comme un "refuge" dans les locaux syndicaux contre le gouvernement. La Bourse du travail, asile pour les travailleurs en quête d'asile et de papiers ...

A l'origine, un "malentendu" qui n'en est pas un : quand la CGT décide d'organiser les premières grèves de sans-papiers, très énergiquement et habilement menées par une petite équipe animée notamment par Raymond Chauveau de l'UL de Massy et Jean-Claude Amara de Droits Devants !, la direction confédérale suivant ce dossier essentiel, représentée par Francine Blanche, décide en même temps de limiter préalablement le nombre de dossiers à présenter devant la préfecture de Paris. Mais en même temps le coup de sonde lancé dans la classe ouvrière immigrée par cette action courageuse est efficace, et ce sont des milliers qui se présentent au syndicat !

Absurdement -en apparence, nous allons y revenir- le nombre des dossiers défendus et même des cartes syndicales accordées à ceux en faisant la demande sera limité ! Écartons les arguments faciles destinés aux militants combattifs mais un peu confiant a priori, du genre "faut pas déconner, la CGT défend les mecs qui sont en lutte en priorité, on est pas des bonnes soeurs". Depuis quand refuse-t-on de défendre voire de syndiquer un travailleur qui s'adresse au syndicat ? Surtout quand il vient des secteurs où la lutte semble la plus difficile ? Surtout sachant que les sans-papiers de la CSP 75 sont majoritairement des travailleurs isolés, dans l'intérim ou le gardiennage ? Et que justement leur appartenance associative et leur adhésion au syndicat manifestent leur volonté de lutter, sont déjà des actes de lutte ? Écartons donc ces arguments démagogues pour abuser le gogo.

L'UD CGT de Paris affirme avoir proposé de défendre leurs dossiers aux sans-papiers de la CSP 75 et que c'est celle-ci qui aurait bloqué. En tous cas les choses n'ont pas commencé ainsi. Et le 15 avril les sans-papiers "occupant" la Bourse se rassemblaient aux côtés de la CGT ... mais se voyaient interdire la parole. Compte-tenu de ce qui a été fait pour dresser ces travailleurs contre le syndicat, le plus remarquable est bien qu'ils aient maintenu une ligne générale demandant la syndicalisation et l'action commune de bout en bout, même si des propos vexants ou autres on pu être tenus, des incidents se sont produits, l'activité syndicale étant entravée selon les uns, la présence de travailleurs sans-papiers dans une partie des locaux n'ayant pas d'effets perturbateurs selon les autres. Le débat a tendance à se focaliser sur le fait même de l' "occupation" : la Bourse du travail peut bien être un asile de nuit entend-on du côté de la CSP 75, l'occupation d'un local syndical étant un acte antisyndical entend-on du côté de l'UD CGT.

Quel est en fait le fond du problème ?

Il est dans la décision politique de ne pas faire avancer le mouvement des grèves de sans-papiers, déclenché par des cadres de la

CGT eux-mêmes, jusqu'à une mobilisation générale, nationale, contre Hortefeux (à l'époque) et Sarkozy. Cette auto-limitation sévère du mouvement, au niveau de la CGT, était justifiée par la nécessité d'engranger des résultats -des régularisations par le travail. S'il est bien difficile, car l'opacité règne, de savoir ce qu'il en est plus d'un an après, il semble qu'il y ait eu environ 2000 régularisations pour des dizaines de milliers de demandes, mais aussi un nombre non connu, mais réel, de licenciements et d'expulsion, la CSP 75 affirmant de son côté avoir obtenu la régularisation de près de 200 dossiers dans la même période.

En agissant tous ensemble de manière centralisée contre Hortefeux et Sarkozy, de tout autres résultats pouvaient être obtenus. Des siècles de lutte syndicale, de lutte sociale, l'ont enseigné : on n'obtient pas de bons résultats en traitant son adversaire en "partenaire".

Pire encore, cette évacuation musclée intervient au moment même où plusieurs associations et partis (dont le PCF) soutenaient sur Paris l'occupation de l'URSAF par des sans-papiers (dont la CSP 75) pour exiger qu'on leur rende l'argent volé qu'ils ont cotisé, puisqu'en les expulsant, la France s'approprie leurs cotisations sociales ! On ne s'étonnera pas que la direction de la CFDT félicite celle de la CGT dans cette affaire !

De nombreux militants, du côté notamment de la FSU, de Solidaires, du NPA, de RESF, appellent à "sortir par le haut" en une réconciliation générale. C'est bien gentil, mais il n'y a qu'une chose à faire : défendre tous ensemble tous les dossiers et se regrouper, par exemple dans une manifestation nationale, pour la régularisation générale. Si cela avait été fait peu après que les premières grèves dans les restaurants, comme celle de la Grande Armée, avaient ébranlé l' "opinion publique", il n'y aurait pas eu d'occupation de la Bourse du travail de Paris, ni d'agression musclée des sans-papiers par le SO de l'UD, et surtout des milliers seraient aujourd'hui régularisés, auraient renforcé les rangs du syndicat et tous ensemble nous serions plus fort pour poursuivre le combat !

Annexe n°9

PRISE DE POSITION DU SYNDICAT CGT EURIWARE

Syndicat CGT Euriware

25, avenue de Tourville - BP 69 - 50120 EQUEURDEVILLE

<http://www.cgt-euriouere.org> - contact@cgt-euriouere.org

Equeurdreville le 30 juin 2009

Objet : Lettre de contestation auprès des instances dirigeantes de la Confédération

Les militants et les militantes du syndicat CGT Euriware adressent cette missive à l'attention de la direction de la Confédération et des responsables de Fédérations dont celle des Sociétés d'études. Depuis plusieurs mois, nous ne comprenons plus la stratégie de la CGT.

Les journées de mobilisations à répétition et sans suite qui ont été lancées depuis janvier 2009, n'ont fait qu'émauser la mobilisation des syndiqués et des autres salariés du privé et du public. Nous n'avons pu que constater l'échec total de cette stratégie lors de la non mémorable journée du 13 juin dernier.

Pourquoi ne pas avoir profité de la dynamique du 19 mars pour enclencher une véritable riposte à la casse sans précédent de tous nos acquis ? Si la CGT n'appelle pas à un vaste mouvement national de grèves reconductibles, qui le fera ? Est-ce la peur viscérale des directions syndicales de non maîtrise d'un mouvement social d'envergure ? Est-ce la volonté de préservation de la paix sociale dans l'optique de ne pas favoriser l'émergence de mouvements plus radicaux ?

En tout état de cause, la base militante ne comprend plus et ne suit plus les mots d'ordre de la direction nationale. Nous ne pouvons que mettre en exemple les actions plus radicales locales qui ont été menées lors des conflits toujours en cours chez Continental, Goodyear, Caterpillar, Molex, etc ... et qui n'ont reçu aucun soutien ni des fédérations, ni de la confédération.

Le dernier acte en date que les militants que nous sommes récusons dans sa totalité, est l'évacuation de la Bourse du Travail de Paris, par une intervention manu-militari de vigiles cégétistes, des sans papiers qui l'occupaient depuis le 02 mai 2008. Toutes les " explications " fournies ne peuvent justifier une action de type " commando " avec lacrymogènes et matraques ! Nous aurions pu croire que cette action n'était qu'une initiative locale malheureuse et incontrôlée. Mais non, elle est non seulement couverte mais en plus revendiquée par la direction de la confédération ! Nous ne pouvons croire que cette action soit soutenue par la majorité des militants de la CGT. Nous ne pouvons croire que la direction de la confédération bafoue de la sorte les valeurs fondamentales de notre engagement de syndicalistes.

La confédération a oublié qu'un syndicat n'existe que par sa base. Ce sont les syndiqués qui font le syndicat et non pas l'inverse.

Nous exigeons donc en urgence de la part de la direction de la confédération

- Une clarification sur ses positions réelles quant au mouvement social et à la politique gouvernementale actuelle,
- Un soutien fort, immédiat, soutenu et lisible de toutes les luttes locales et nationales,
- Une condamnation sans appel de la méthode scandaleuse utilisée lors de l'évacuation de la Bourse du Travail.

Nous soutenons sans réserve les termes de la lettre que nos camarades de Goodyear viennent d'adresser à Bernard Thibault et espérons vivement que ces initiatives seront rapidement suivies d'effets.

Annexe n°10

PRISE DE POSITION DE LA FEDERATION SUD SANTE

Communiqué de presse:

INADMISSIBLE

La fédération Sud Santé Sociaux condamne fermement l'expulsion des sans papiers de la bourse du travail le 24 Juin.

Des questions de fond et de forme se posent quant à cette agression.

Contrairement à ce qui est écrit et à ce qui circule, la commission administrative de la bourse du travail de Paris n'a pas eu de réunion pour avaliser cette action... qui reste une action de la seule CGT.

Même si des difficultés avec le collectif sans papier (CSP75), existaient rien ne peut justifier de la part d'un syndicat, une action commando de ce type...

qui s'est faite, contre un mouvement social, avec des méthodes parfaitement inadmissibles et condamnables...Surtout que des médiations existaient et notamment celles de l'union syndicale SOLIDAIRES.
Cet événement nous laisse un sentiment de révolte et de gâchis... préjudiciables à la cause des sans papiers... et au mouvement syndical dans son ensemble.

Derrières des dossiers, il y a des hommes et des femmes qui souffrent, qui sont victimes d'injustice, qui sont maltraités, exploités par leur employeur, et qui vivent sous la menace d'une arrestation et d'une expulsion... malgré des présences sur le territoire français depuis de longues années, qui cotisent et paient des impôts... et pour qui l'action syndicale est souvent perçue comme leur dernière chance pour la prise en compte de leurs droits.

Pour Sud Sante Sociaux il est essentiel que les actions unitaires s'amplifient, car seule une véritable lutte collective, permettra une régularisation réelle et importante...

Pour exemple la lutte de sans papiers de MAN-BTP a réussi à imposer plus de 80 régularisations... les exemples sont nombreux en région Ile de France ou ailleurs. Très souvent des militants CGT sont investis dans cette lutte et ne peuvent se reconnaître dans l'action revendiquée de leur organisation.

C'est tous ensemble dans l'unité et en étant offensif contre le gouvernement et le patronat que nous obtiendrons satisfaction sur nos revendications et notamment sur la régularisation des sans papiers.

Annexe n°11

PRISE DE POSITION de la Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du papier et de la Communication CGT

Au secrétaire général de l'Union départementale de Paris (75)

Copies au bureau confédéral de la CGT et à l'URIF

Objet : action de l'UD 75 contre les sans papier de la rue Charlot

Camarades,

Rien ne justifie les méthodes utilisées mercredi 24 juin pour évacuer les locaux de la Bourse du Travail de la rue Charlot à Paris.

La Filpac CGT condamne cet acte, qui compromet les nombreux efforts de la CGT pour régulariser les travailleurs sans papier. De tels agissements entament le crédit de notre confédération dans le combat qu'elle mène dans l'intérêt des salariés sans papier.

Le but était-il de peser par avance, en dehors des instances statutaires, sur les travaux du 49e congrès des syndicats de la CGT

- La Filpac CGT défend les principes démocratiques qui président à la préparation et à la tenue des assises nationales de la CGT.

- La Filpac CGT estime que les responsabilités et les causes de tels agissements doivent être clairement établies.

La responsabilité du ou des organisateurs qui dirigeaient cette scandaleuse opération doit être établie de façon que de tels agissements n'aient plus cours et que les principes militants, communs à toute la CGT, en sortent confortés.

- La Filpac CGT a pris connaissance de l'attitude de ses militants qui, sollicités, ont refusé toute participation à cette opération.

- Elle remercie pour leur lucidité tous ses militants, dévoués à la sécurité de l'organisation CGT, mais qui, en leur conscience, ont su choisir leur conviction contre des ordres absurdes et dangereux.

- S'il existe des participants à cette opération, adhérents à la Filpac CGT, qui prétendent défendre de tels actes, ils doivent recevoir la désapprobation la plus claire.

Pour ce qui concerne ses organisations parisiennes, la Filpac CGT les convoque afin de répondre en commun aux multiples interrogations, souvent indignées, qui leur parviennent.

Dans l'attente des clarifications nécessaires, la Filpac CGT demande à tous ses adhérents de suspendre leur participation à des opérations sollicitées en dehors des consignes fédérales.

La Filpac CGT présente à l'Union départementale CGT 75 ses salutations

Le secrétariat de la Filpac CGT

Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex -

Tel. 01 48 18 80 24 - Fax 01 48 51 99 07 - Site Internet : filpac-cgt.fr

Annexe n°12

PRISE DE POSITION DE LA SECTION SYNDICALE CGT/SNJ de la SNC l'Equipe

La place de la CGT,

c'est aux côtés de tous les sans-papiers

Mercredi 24 juin, l'Union départementale (UD) CGT Paris a fait expulser manu militari les sans-papiers qui occupaient une partie de l'annexe de la Bourse du travail. Plusieurs dizaines de personnes au visage masqué ont utilisé bâtons et gaz lacrymogènes pour mettre en oeuvre une décision qui est loin de faire l'unanimité au sein de la CGT.

Quelles que puissent être les responsabilités, l'occupation de la Bourse du travail ne justifiait pas l'usage de la violence à l'encontre de travailleurs qui demandaient leur régularisation. Leur installation dans les locaux alloués à la CGT perturbait certes le fonctionnement des syndicats, mais les sans-papiers emmenés par la CSP75 se sentaient manifestement exclus de cette activité syndicale, tenus à l'écart d'un mouvement de solidarité auquel on les avait appelé à se joindre il y a un peu plus d'un an.

Militant au côté des sans-papiers, dans notre entreprise (onze régularisations au restaurant d'entreprise) et dans nos quartiers, nous ne pouvons pas cautionner les moyens employés par l'UD CGT 75 pour mettre fin à l'occupation.

En prenant la tête du combat des travailleurs sans papiers en printemps 2008, la CGT avait fait un grand pas vers la mise en oeuvre de la revendication adoptée lors de son dernier congrès : " Régularisation de tous les sans-papiers ".

En délogeant violemment, sous le regard goguenard de la police, les sans- papiers de la Bourse du travail, elle a fait un pas en arrière.

C'est un mauvais coup porté au mouvement de soutien aux sans-papiers et à sa nécessaire unité.

C'est un mauvais coup porté au syndicalisme.

Nous condamnons le recours à la violence contre les travailleurs mobilisés pour leur régularisation et appuyons l'initiative du Réseau éducation sans frontières pour sortir de l'impasse.

Nous demandons aussi à connaître comment, pourquoi et par qui une telle décision a été prise.

La section SNJ-CGT de la SNC l'Équipe

Boulogne-Billancourt, le 1er juillet 2009

Annexe n°13

Communiqué du Groupe Socialiste Internationaliste, section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

| |
|--|
| Expulsion des sans-papiers de la Bourse du Travail par la CGT : |
| la condamnation doit être unanime ! |

Depuis 14 mois, la coordination 75 des sans-papiers (CSP 75), occupait l'annexe E. Varlin de la bourse du travail dans le troisième arrondissement de Paris, pour réclamer leur régularisation. Le 24 juin, alors qu'une bonne partie de ces travailleurs était partie manifester comme chaque mercredi, un commando masqué, composé de membres du service d'ordre de la CGT, a brutalement investi les lieux. Armé de bâtons et de gaz lacrymogènes, les gros bras ont expulsé sans ménagement les personnes présentes. Les occupants n'ont pu récupérer leur effets personnels que plus tard, sous le contrôle de la police, qui a visiblement supervisé l'opération. Dans la foulée, les CRS se sont déployés devant la bourse du travail prenant le relais du service d'ordre de la CGT.

Cherchant à se justifier, dans un communiqué du 25 juin, l'Union départementale CGT de Paris déclare avoir tout essayé par le dialogue et se targue d'avoir contribué à la régularisation de plus 2000 personnes, depuis avril 2008. Elle estime avoir mis fin à une occupation qui, selon, elle s'était transformée en squatt et entravait l'activité des syndicats parisiens. Il faut souligner, en effet, que d'autres organisations syndicales, outre la CGT, disposent de locaux à la bourse du travail de la rue Charlot : cette évacuation s'est faite avec leur complicité ou, au moins, leur accord tacite. Seule l'Union syndicale Solidaires s'est fendue d'une déclaration au demeurant modérée et ambiguë.

Les deux communiqués soulignent le caractère paradoxale d'occuper des locaux syndicaux pour obtenir des régularisations de la part des patrons et de l'Etat, mais le communiqué de la CGT laisse planer une accusation de manipulation : " Qui avait intérêt à cette occupation (...) ? Qui gêne-nous et à qui faisons-nous de l'ombre ? ". Quels que soient les désaccords, rien ne peut justifier de telles méthodes, et **le GSI condamne sans réserves ces pratiques honteuses, héritées du stalinisme, étrangères au mouvement ouvrier et dignes des syndicats jaunes.**

A l'origine, les bourses du travail avaient pour objectif d'assurer l'organisation des grèves et de la solidarité ouvrière, d'instaurer, " au dessus des divisions professionnelles et corporatives, la communauté de classe ". Les héritiers des bourses du travail se doivent donc de protéger des forces de répression et de l'exploitation capitaliste, tous les travailleurs, quels qu'ils soient, syndiqués ou non syndiqués. Notamment les plus exploités et démunis, en permanence sous une menace d'expulsion, qui fuient la misère de leur pays. **Les dirigeants de la CGT ont renoncé à ces principes !**

Les travailleurs sans papiers attendaient un soutien sans faille de toutes les organisations syndicales, au premier rang desquelles la CGT, pour obtenir des papiers pour vivre au grand jour, dignement, avec leur famille, pour se loger décemment, eux qui paient des impôts et qui versent des cotisations sociales, quand leur patron daigne les déclarer aux organismes de sécurité sociale.

Au lieu d'en appeler à l'unité pour la régularisation globale de tous les sans papiers, à la mobilisation générale contre les lois racistes du gouvernement Sarkozy, les dirigeants de la CGT ont, au contraire, limité leur intervention à des secteurs bien précis, pour l'essentiel dans l'hôtellerie, la restauration et " l'environnement " (le ramassage et le traitement des ordures...), agissant au cas par cas, laissant pour compte la grande masse des sans-papiers, dans le BTP, le nettoyage, la " sécurité " ou dans l'agriculture.

Il faut cependant tout le cynisme scandaleux du journal Libération pour considérer que : " l'évacuation musclée des sans-papiers (...) aura peut-être le mérite de débloquer la situation. En jetant sur le trottoir du boulevard du Temple les membres de la Coordination des Sans-Papiers 75 (CSP 75), la CGT a redonné un peu de visibilité au combat pour leur régularisation, qui s'était enlisé depuis quatorze mois. "1. Bien voyons ! Depuis leur " évacuation ", les travailleurs sans papiers et leurs familles sont installés sur le trottoir, effectivement, ils sont " visibles "... tant qu'ils ne sont pas enfermés dans un camp de rétention en attente d'une expulsion du territoire.

Les bureaucrates ont fait leurs critères scandaleux " d'immigration choisie " de la loi Sarkozy-Hortefeux, adaptée aux besoins du capitalisme. Ils ont choisi eux-même d'aider le gouvernement à " remettre de l'ordre " dans des secteurs où patronat et gouvernement avaient intérêt à certaines régularisations ciblées et limitées. En agissant ainsi, les dirigeants de la CGT ont livré la masse des travailleurs sans papiers au désespoir et, maintenant, ils les accusent d'avoir été les instruments d'une provocation ! Alors que c'est la connivence entre les bureaucrates et l'appareil d'Etat qui ouvre la voie à toutes les provocations contre les travailleurs et leurs organisations !

Ce sont les bureaucrates qui doivent être chassés des bourses du travail. Ceux là mêmes qui prônent le dialogue social avec un gouvernement qui poursuit la plus grande destruction de nos conquêtes sociales. Ceux là qui ont maintenu dans l'isolement les travailleurs de Guadeloupe. Ceux là même qui, aujourd'hui encore, font le silence sur la répression dont les militants de l'UGTG sont l'objet de la part de

Modifié le dimanche 11 octobre 2009

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>